

Nouvelles locales du mercredi 1er octobre 2014

@rib News, 01/10/2014 **İ SÄ©curitÄ©** - Un corps sans vie a Ä©tÄ© dÄ©couvert sur la colline Nyarunazi de la commune et province Ruyigi le matin de ce mercredi. La victime rÄ©pondait au nom de Daniel Ntibandetse et sa famille a signalÄ© quÄ©tmil avait Ä©tÄ© portÄ© disparu lundi soir alors quÄ©tmil se rendait dans ses champs. Le corps prÄ©sentait des blessures au niveau du ventre et de la tÄ©te comme sÄ©tmil avait Ä©tÄ© attaquÄ© Ä© lÄ©tmaide dÄ©tmun objet mÄ©tallique. La police et lÄ©tmadministrateur ont demandÄ© des enquÄ©tes et prÄ©cisent que des enquÄ©tes ont dÄ©jÄ© commencÄ©. Les voisins de mÄ©me que la famille de la victime sont quant Ä© eux Ä©mus de cette mort et prÄ©cisent quÄ©tmil est incomprÄ©hensible comment une personne qui Ä©tait en bon terme avec tout son voisinage a pu Ä©tre tuÄ©. Ils demandent que la police et la justice fassent leur travail.Ä© [rpa/isanganiro/rtnb]

- Un corps sans vie dÄ©tmun pÄ©cheur a Ä©tÄ© retrouvÄ© flottant sur les eaux du lac Tanganyika au niveau de la prison de Murembwe dans la commune de Rumonge en province Bururi le matin de ce mercredi. Selon des informations recueillies sur place, il avait disparu lundi soir alors quÄ©tmil Ä©tait parti avec ses amis pour pÄ©cher. Les associations des pÄ©cheurs demandent que les propriÄ©taires des bateaux de pÄ©che leur fournissent des gilets de sauvetage pour sÄ©tm servir en cas de besoin. La police de sa part affirme quÄ©tmelle a entamÄ© des enquÄ©tes Ä© ce sujet. [rpa/bonesha] - **Ä©tÄ©** une attaque attribuÄ©e aux jeunes Imbonerakure dans certains mÄ©nages de la colline Murengeza de la commune Mpanda en province Bubanza dans la nuit de lundi Ä© mardi, les habitants dont les portes de maisons ont Ä©tÄ© dÄ©foncÄ©es et dÄ©truites demandent que justice soit faite afin quÄ©tmils reÄ©voient des indemnitÄ©s quant Ä© leurs biens endommagÄ©s par ces jeunes. Ils trouvent mÄ©me quÄ©tm aucune enquÄ©te nÄ©tm est nÄ©cessaire puis que les auteurs de ces actes sont connus de tout le monde. Le commissaire de la police dans cette province annonce quÄ©tmune dizaine de personnes y compris ceux qui la population pointe du doigt ont Ä©tÄ© convoquÄ©s par la police judiciaire dans cette province. [rpa/bonesha] - **A ce mÄ©me sujet**, les concernÄ©s ont des versions diffÄ©rentes des faits qui se sont dÄ©roulÄ©s la nuit de lundi Ä© mardi oÄ©1 des coups de feu ont Ä©tÄ© entendus et une grenade a Ä©tÄ© lancÄ©e tout cela par ce mÄ©me jeunes Imbonerakure qui ont attaquÄ© certains mÄ©nages. En outre, la population demande que les armes que ces Imbonerakure dÄ©tiennent et ont utilisÄ©es cette nuit soient retirÄ©es. Mais, la police fait savoir quÄ©tmil nÄ©tm y a pas dÄ©tmarmes qui ont retenti puis que ce qui a passÄ© avait une origine fonciÄ©re. Mais, le chef de secteur Murengeza parle plutÄ©t dÄ©tmun conflit ayant pour origine les boissons prohibÄ©es. [rpa/bonesha]

İ Economie - La PARCEM demande au ministÄ©re des finances et de la planification dÄ©tmacheminer le projet de loi portant exercice budgÄ©taire de 2015 dans les meilleurs dÄ©lais devant lÄ©tm assemblÄ©e nationale. Selon le prÄ©sident de cette ONG locale, cela permettrait aux dÄ©putÄ©s dÄ©tm analyser profondÄ©ment et minutieusement ce projet de loi afin dÄ©tmadopter un texte bien mÄ©ri. Faustin Ndikumana estime que le budget doit Ä©tre rÄ©parti selon les secteurs prioritaires et productifs comme lÄ©tm agriculture et lÄ©tm Ä©levage, lÄ©tm environnement, lÄ©tm Ä©nergie et dÄ©tm accroÄ©tre la production. Il trouve par ailleurs que la prÄ©sidence de la RÄ©publique a un budget colossal alors quÄ©tm elle ne produit pratiquement rien dans les plus brefs dÄ©lais. Lors dÄ©tmune confÄ©rence de presse animÄ©e ce mercredi, il a tenu Ä© dire que plus le texte est prÄ©sentÄ© trop tard, plus les dÄ©putÄ©s ne lÄ©tm analysent pas Ä© fond et votent par consÄ©quence un texte incomplet qui laisse le champ libre au gouvernement sans aucun contrÄ©le. Il demande ainsi aux dÄ©putÄ©s de contraindre le ministÄ©re des finances Ä© faire ce travail avant le dÄ©but de la session dÄ©tm octobre comme la loi le stipule. [bonesha/rtr/rpa/isanganiro]

İ Politique - La CENI vient de mettre en place les Commissions Electorales Provinciales IndÄ©pendantes (CEPI) ce mardi. Ainsi, le nombre de membres de ces commissions varie en fonction des communes qui composent chaque province. Le porte-parole de la CENI affirme que cela a Ä©tÄ© dictÄ© par le fait que chaque commune doit avoir un encadreur au sein de la CEPI afin que les prÄ©sidents et les vice-prÄ©sidents des commissions au niveau provincial soient dÄ©chargÄ©s et se bornent sur le contrÄ©le gÄ©nÄ©ral des activitÄ©s. Il sÄ©tm est aussi observÄ© une diminution de lÄ©tm effectif des religieux catholiques dans les CEPI de cette annÄ©e en comparaison avec lÄ©tm effectif de 2010. Prosper Ntahorwamiye explique cela par le souci de faire un certain Ä©quilibre entre les confessions religieuses mais aussi par le fait que lÄ©tm ArchidiocÄ©se de Bujumbura nÄ©tm a pas donnÄ© de candidat. [bonesha/rtnb/rtr/isanganiro/rpa] - **Le parti UPD** dirigÄ© par Zed Feruzi trouve que la composition des CEPI ne respecte aucun ordre politique ou social du pays. Ce dernier constate que quÄ©tmil nÄ©tm y a pas eu de transparence dans la nomination de ces commissaires provinciaux puisquÄ©tm en regardant, lÄ©tm on ne parvient pas Ä© constater leur formations politiques ou les organisations de la sociÄ©tÄ© dÄ©tm dÄ©tm origine des commissaires nommÄ©s. Il demande Ä© la CENI de montrer leur appartenance politique ou sociale. Le porte-parole de la CENI a rÄ©pliquÄ© en affirmant que cette derniÄ©re sÄ©tm est uniquement basÄ©e sur des considÄ©rations dÄ©tm constitutionnel oÄ©1 les Hutu et les Tutsi ont reÄ©su respectivement 60 et 40% alors que les femmes ont eu 30% et les Batwa 3 places. En effet, sur les 17 provinces, 3 commissions seront dirigÄ©es par des femmes en lÄ©tm occurrence les provinces de Bujumbura, Cankuzo et Muyinga. Prosper Ntahorwamiye prÄ©cise aussi quÄ©tm en plus des confessions religieuses, les partis politiques agrÄ©Ä©s au ministÄ©re de lÄ©tm intÄ©rieur ainsi que les organisations de la sociÄ©tÄ© civile ont reÄ©su leurs places. [bonesha/rtnb/rtr/rpa]

- **La fondation Ä© Mouhamed Ibrahim Ä©** a sorti un rapport annuel sur la gouvernance Ä©conomique et politique dans les pays africains. Le Burundi occupe la derniÄ©re place dans les pays de lÄ©tm East African Community alors quÄ©tmil occupe la 38Ä©me place au niveau africain aprÄ©s lÄ©tm annÄ©e 2013 oÄ©1 il Ä©tait 4Ä©me. La premiÄ©re place au niveau africain est occupÄ©e par les Iles Maurice alors que le dernier est la Somalie. Cette fondation attribue en effet une rÄ©compense de 200.000 dollars amÄ©ricains Ä© chaque chef dÄ©tm Etat africain qui a apportÄ© des avancÄ©es significatives en matiÄ©re de la paix, lÄ©tm Ä©conomie et la politique et qui sÄ©tm est distinguÄ© par son caractÄ©re dÄ©tmocratique surtout en ce qui est du respect de la constitution sur la passation du pouvoir. Rappelons que depuis la crÄ©ation, cette rÄ©compense nÄ©tm a jamais Ä©tÄ© remportÄ©e par un chef dÄ©tm Etat de lÄ©tm Afrique de lÄ©tm Est et ni celle de lÄ©tm Afrique du Sud. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

İ Droit de lÄ©tm homme Alors que le Burundi sÄ©tm est joint ce 1er octobre au monde entier pour cÄ©lÄ©brer la journÄ©e internationale dÄ©diÄ©e aux personnes Ä©gÄ©es, les organisations de dÄ©fense des droits de lÄ©tm homme dans la province Muramvya dÄ©plorent le fait que la prison du chef-lieu de cette province abrite 3 personnes trÄ©s Ä©gÄ©es et qui devraient bÄ©nÄ©ficier dÄ©tmune libertÄ© provisoire conformÄ©ment Ä© une circulaire du ministÄ©re de la justice demandant que de telles personnes soient relÄ©chÄ©es. Ces personnes sont en effet Ä©gÄ©es de plus de 70 ans. Le directeur de cette

maison pénitentiaire annonce de son côté qu'il est au courant de ces cas mais que seules deux personnes pourront être libérées et que la troisième le sera par le tribunal de grande instance de Muramvya. [isanganiro]